



## **Accord-cadre de création d'une usine à sites internet et développement de 7 sites web pour l'Université Sorbonne Nouvelle**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

Référence de la consultation : [USN – SITESWEB](#)

[Numéro de l'accord-cadre : 2025-005](#)

La présente procédure est formalisée en application des articles L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique.

Le présent accord cadre est passé en application des articles R2162-1 et 4 du code de la commande publique.

Il s'exécute sur la base d'une partie forfaitaire en application de l'article R2112-6 du code de la commande publique et par l'émission de bons de commande en application des articles R.2162-2 à 6 et R.2162-13 à 14 du code de la commande publique.

*Le présent document comprend treize (13) pages numérotées de 1 à 13.*

## Table des matières

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1 - Parties contractantes	3
1.2 - Objet de l'accord cadre	3
1.3 - Forme de l'accord cadre	3
1.4 - Allotissement	3
1.5 - Variantes	4
1.6 - Durée de l'accord cadre	4
ARTICLE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	4
2.1 - Contenu des prestations – Lieux de réalisation	4
2.2 – Obligation du titulaire	4
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 4 : SOUS-TRAITANCE	5
ARTICLE 5 : GROUPEMENT	6
ARTICLE 6 : ASSURANCES	6
ARTICLE 7 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 8 : PENALITES	6
8.1 – Pénalités de retard	6
8.2 – Autres pénalités	7
ARTICLE 9 – UTILISATION DES RÉSULTATS	7
ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITÉ ET RGPD	7
10.1 Confidentialité	7
10.2 Protection des données à caractère personnel	7
ARTICLE 11 : CONDITIONS FINANCIÈRES	8
11.1 - Contenu des prix	8
11.2 - Révision des prix	8
11.3 - Les modalités de règlement	9
ARTICLE 12 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	11
ARTICLE 13 : GARANTIE TECHNIQUE	11
ARTICLE 14 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	12
ARTICLE 15 : RÉSILIATIONS	12
ARTICLE 16 : CESSIION / NANTISSEMENT DES CRÉANCES	12
ARTICLE 17 : DÉCLARATIONS RÉGLEMENTAIRES	12
ARTICLE 18 : LANGUE	13
ARTICLE 19 : DIFFERENTS	13
ARTICLE 20 : DÉROGATIONS	13

# ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## 1.1 - Parties contractantes

Les parties contractantes du présent accord-cadre sont :

D'une part, l'Université, ci-après désignée « l'USN », « l'Université » ou « le pouvoir adjudicateur », dont les coordonnées sont les suivantes :

**Université Sorbonne Nouvelle**  
17 rue de la Sorbonne  
75005 Paris

D'autre part, l'entreprise, Titulaire de l'accord cadre, désignée dans l'ensemble des pièces contractuelles (référéncé USNSITESWEB), « le Titulaire ».

## 1.2 - Objet de l'accord cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la prestation de service pour la création d'une usine à sites internet et développement de sept sites internet pour l'Université Sorbonne-Nouvelle.

La mission principale attendue de cet accord-cadre sera :

- la création d'une usine à site internet et développement de 7 sites web
- la mise en ligne du site et sa garantie

## 1.3 – Forme et montant de l'accord cadre

Le présent accord-cadre concerne des prestations de techniques de l'information et de la communication. Il est passé par l'Université, en applications des dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 formant le Code de la commande publique, et par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/TIC) arrêté du 30 mars 2021.

La présente procédure est formalisée en application des articles L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique. Le présent accord cadre est passé en application des articles R2162-1 à 6 du code de la commande publique.

Il s'exécute sur la base d'une partie forfaitaire en application de l'article R2112-6 du code de la commande publique et par l'émission de bons de commande en application des articles R.2162-2 à 6 et R.2162-13 à 14 du code de la commande publique.

Le titulaire du présent accord-cadre est soumis à une obligation de résultat.

### Montant de l'accord-cadre

L'accord cadre est conclu avec un maximum de 300.000 € HT sur toute sa durée.

### Estimation de l'accord cadre

La partie forfaitaire est estimée à 150.000€ HT (offre de base uniquement)

### Financement de la procédure

Le projet global de l'accord cadre (offre de base + variante) comprend aussi un audit d'accessibilité qui fera l'objet d'un lot différent lors d'une consultation ultérieure. Pour cela, l'USN dispose actuellement d'un budget de 250.000€ HT.

## 1.4 - Allotissement

Le présent accord-cadre est alloti. Le lot concernant l'audit d'accessibilité sera lancé ultérieurement.

## 1.5 - Variantes

Le présent accord cadre comporte une variante décrite dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). La variante concerne l'ajout à l'offre de base des prestations d'hébergement et de maintenance.

La réponse à la variante est obligatoire.

## 1.6 - Durée de l'accord cadre

**OFFRE DE BASE :** Le présent accord-cadre est conclu à compter de sa notification et jusqu'à la mise en exploitation des 7 sites internet, de la livraison de l'ensemble des livrables et de la fin de la garantie.

**VARIANTE :** Le présent accord-cadre est conclu à compter de sa notification et jusqu'à la mise en exploitation des 7 sites internet, de la livraison de l'ensemble des livrables et de la fin de la garantie et de la maintenance. A l'issue de la mise en exploitation, l'hébergement et la maintenance est conclue pour une durée de 1 an (12 mois). A compter de cette date l'hébergement et la maintenance pourront être reconduits par tacite reconduction trois (3) fois par période d'un (1) an.

**La date prévisionnelle de mise en exploitation du site principal de l'USN est fixée au 01/02/2026.**

La décision du pouvoir adjudicateur de ne pas reconduire l'accord-cadre sera notifiée au titulaire, trois (3) mois au moins avant son terme.

En cas de non-reconduction, le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours et/ou de l'exécution du dernier bon de commande notifié.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut refuser sa reconduction.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre mais leur durée d'exécution ne pourra dépasser la date de fin de l'accord-cadre de plus de six (6) mois.

## ARTICLE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

### 2.1 - Contenu des prestations – Lieux de réalisation

Le détail des prestations à réaliser, leurs modalités d'exécution sont fixées dans le CCTP du présent accord-cadre et les bons de commandes, le cas échéant.

Les prestations concernent l'ensemble des sites de l'USN, y compris les bibliothèques interuniversitaires rattachées : Sainte Geneviève et Sainte-Barbe.

### 2.2 – Obligation du titulaire

Pour l'accomplissement des prestations prévues à l'accord-cadre, le titulaire s'engage à donner ses meilleurs soins, conformément aux règles de l'art de la profession. Les moyens à mettre en œuvre par le titulaire sont définis dans les documents techniques.

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter l'ensemble des prestations définies dans le CCTP. Le titulaire s'oblige à maintenir l'effectif ainsi désigné jusqu'à l'achèvement des prestations.

Au cas exceptionnel où l'un des membres de l'équipe ne serait plus en mesure d'exécuter sa tâche (départ, démission, indisponibilité temporaire ou définitive, etc.), le titulaire doit :

- en aviser, sans délai l'Université et prendre toutes les dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'Université un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplacement ne peut s'opérer que par un professionnel de même niveau de compétence, d'expérience et de formation et possédant une connaissance suffisante des prestations déjà effectuées.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'Université, si celui-ci ne le refuse pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée ci-dessus.

Si l'Université refuse le remplaçant, le titulaire dispose d'un mois pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par l'Université est motivée.

Les avis, propositions et décisions de l'Université sont notifiés directement contre récépissé.

A chaque éventuel changement de l'interlocuteur (sauf en cas de démission, maladie prolongée, décès, rapprochement familial justifié), une pénalité de 150 euros pourra également être appliquée par l'Université.

En cas de dysfonctionnement dans les relations avec l'Université ou avec des partenaires essentiels pour la bonne réalisation des prestations, le pouvoir adjudicateur pourra exiger le changement de l'interlocuteur chez le titulaire sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée.

## **ARTICLE 3 : PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE**

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E référence – USNSITESWEB.) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Annexe financière
  - Annexe 2 : Clauses RGPD.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) dont seul l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi.
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) dont seul l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi.
- L'offre du titulaire (le mémoire technique + cadre de la note méthodologique)

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents fournis par le titulaire, ne peut s'intégrer au présent accord-cadre.

## ARTICLE 4 : SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée pour l'ensemble du présent accord-cadre sous réserve d'acceptation de la déclaration du sous-traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux articles L. 2193-3 à 7 du code de la commande publique.

Par ailleurs, en cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

En cas de recours à la sous-traitance, le titulaire indiquera dans l'acte d'engagement et le formulaire DC4 la nature des prestations qu'il envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance.

Le titulaire peut également proposer l'intervention d'un sous-traitant en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Chaque sous-traitant renseigne un formulaire DC4. Les candidats devront également indiquer les prestations (et leur montant) pour lesquelles la sous-traitance est envisagée, ainsi que la dénomination et la qualité des sous-traitants. Ces prestations seront payées directement au sous-traitant indiqué dès que leur montant est supérieur ou égal à 600 euros T.T.C.

Le titulaire peut demander, pour justifier de ses capacités techniques et professionnelles, que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants.

Dans ce cas, ils doivent justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants et du fait qu'il en dispose pour l'exécution de l'accord-cadre. A ce titre le titulaire produira le contrat de sous-traitance ou un engagement écrit du ou des sous-traitants.

## ARTICLE 5 : GROUPEMENT

Le titulaire du présent accord-cadre peut se présenter sous la forme d'une société « unique » ou d'un « groupement » de sociétés en application des articles R. 2342-12 à 15 du code de la commande publique.

## ARTICLE 6 : ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG TIC.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## ARTICLE 7 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification et de réceptions sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 29 à 37 du CCAG-TIC.

## ARTICLE 8 : PENALITES

### 8.1 – Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, le titulaire subit, **par jour de retard dans l'achèvement des prestations, une pénalité de 150 euros.**

Le montant des pénalités est plafonné à 10% du montant total de chaque bon de commande. Les stipulations ci-dessus s'entendent pour un retard constaté par rapport au calendrier de réalisation fixé, pour la partie forfaitaire de l'accord cadre, et de chacun des bons de commandes. Les pénalités de retard ne donnent pas lieu à une quelconque exonération. Les pénalités de retard sont intégralement dues à l'Université.

### 8.2 – Autres pénalités

En complément à l'article 14 du CCAG-TIC, le titulaire se verra également appliqué les pénalités suivantes :

- **100 euros en cas d'absence à une réunion.** Le titulaire ainsi que tout cotraitant ou sous-traitant, convoqués à une réunion, sont tenus d'y participer. Sauf en cas de force majeure dûment reconnue par l'Université, toute absence sera sanctionnée par une pénalité de 100,00 euros (cent euros) appliqué au titulaire concerné. Tout retard de plus d'un quart d'heure non justifié sera considéré comme une absence.
- **200 euros par constat d'incohérence avérée entre les livrables.**
- **150 euros pour chaque éventuel changement d'interlocuteur** sauf en cas de démission, de maladie prolongée, de décès ou encore de rapprochement familial justifié, comme mentionné à l'article 2.2 du présent document.
- Tout autre manquement aux dispositions fixées par les documents contractuels de l'accord-cadre en cours d'exécution, donne lieu de plein droit à l'application d'une pénalité fixée à **200 euros.**

Toutes les autres pénalités prévues au CCAG/TIC restent applicables.

## ARTICLE 9 – UTILISATION DES RÉSULTATS

L'utilisation des résultats découlant de l'accord-cadre est régie par le chapitre 7 du CCAG-TIC.

## ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITÉ ET RGPD

### 10.1 Confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité

qui s'imposent à lui pour l'exécution des prestations définies dans les documents contractuels de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## **10.2 Protection des données à caractère personnel**

Pour l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment le règlement (UE) n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatiques et Libertés ».

Le présent article est détaillé dans l'annexe AE 2 – Clauses RGPD.

# **ARTICLE 11 : CONDITIONS FINANCIÈRES**

## **11.1 - Contenu des prix**

Conformément à l'article R2112-6 du Code de la commande publique, l'accord cadre est à prix mixte et comprend :

- Un prix global et forfaitaire pour les différentes phases de réalisation de l'usine à site, y compris le développement des 7 sites « pilotes », prévues dans le forfait de base (tel que prévu dans l'annexe financière à l'acte d'engagement),
- Un prix unitaire pour les prestations à bons de commandes

### **3.1.1 Prix forfaitaire**

Le prix global et forfaitaire comprend l'ensemble des frais supportés par le Titulaire pour l'exécution des prestations de base et variantes telles que décrites dans le CCTP (forfait).

Le prix forfaitaire est mentionné dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Le forfait est une prestation définie par phase, chaque fin de phase donne lieu à un paiement partiel après attestation de service fait. Pour l'hébergement et la maintenance, le forfait correspond à une prestation annuelle payable à terme échu, après attestation de service fait.

### **3.1.2 Prix unitaire – bons de commande**

Les interventions hors forfait revêtent un caractère ponctuel.

Les commandes sont faites au moyen d'un bon de commande basé sur les prix mentionnés à l'annexe financière comportant les informations indiquées à l'article 2.1.5 du présent CCAP.

Les prestations prises en charge par le Pouvoir Adjudicateur, et ouvrant droit à la facturation par le Titulaire sont celles figurant expressément sur le bon de commande.

Le bon de commande est adressé par courriel au titulaire (il peut être confirmé par courrier simple).

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Titulaire, décide de faire effectuer des modifications de contenu des prestations, elle adresse à ce dernier une modification du bon de commande. Le Titulaire se conforme, alors, aux modifications qui lui sont notifiées.

### **Taux de TVA :**

Les prix hors taxes sont majorés de la TVA au taux réel, qui est celui en vigueur à la date de notification du bon de commande.



## 11.2 - Révision des prix

Les prix sont révisables à chaque reconduction de l'accord-cadre.

Les prix sont réputés fermes et définitif pour la partie forfaitaire. Pour les prestations de maintenance, les prix sont révisables chaque année à la date anniversaire de l'accord cadre :

Le prix révisé est obtenu en appliquant au prix initial, le coefficient **C<sub>n</sub>** résultant de la formule suivante :

$$C_n = 0,150 + 0,850 (I_n / I_0)$$

La valeur de l'indice **I<sub>n</sub>** est la valeur de l'indice au mois n de la date d'application de la révision. La valeur de l'indice **I<sub>0</sub>** est celle établie pour le mois d'établissement du prix (mois de remise des offres de l'accord-cadre **M<sub>0</sub>**).

L'indice **I** correspond à : CPF 62 – Programmation conseil et autre activité informatique (Identifiant n°010546254 – INSEE)

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur (soit par exemple : 1,00234 est arrondi à 1,003).

### **Révision provisoire :**

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index ou un indice antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index ou de l'indice correspondant.

## 11.3 - Les modalités de règlement

### 11.3.1 Avances

Une avance peut être versée conformément aux dispositions de l'article R2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant de la partie forfaitaire et/ou du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance correspond à 20% du montant de la partie forfaitaire ou du bon de commande concerné. Cette avance est portée à 30% si le titulaire est une PME.

Le remboursement de l'avance se fait dans les règles des finances publiques.

### 11.3.2 Acomptes

Des acomptes peuvent être versés au titulaire du présent accord cadre dans les conditions définies à l'article 11.2 du CCAG/TIC et de celles définies à l'article R 2191-20 et R 2191-21 du Code de la Commande Publique.

Dans ces conditions, les prestations réalisées pourront être réglées par acomptes successifs au fur et à mesure de l'exécution des phases composant le présent accord-cadre.

Le montant des acomptes successifs qui pourront être versés correspond donc à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent (Prix forfaitaires ou application de prix unitaires).

### 11.3.3 Facturations

#### **Les factures doivent impérativement comporter les éléments suivants :**

- ✓ L'identification du Pouvoir Adjudicateur ;
- ✓ Les noms et adresses du titulaire ;

- ✓ Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement et son RIB ainsi que les numéros d'IBAN et de BIC ;
- ✓ La date et référence de la facture
- ✓ **Référence de l'accord cadre : USN - SITESWEB**
- ✓ **Numéro de l'accord-cadre : 2025-005**
- ✓ **N° du bon de commande le cas échéant**
- ✓ La nature des prestations réalisées ;
- ✓ Le montant H.T. des prestations réalisées ;
- ✓ Le taux et le montant de la TVA ;
- ✓ Le montant total des prestations réalisées ;
- ✓ La date et la signature.

La présentation de facture ne respectant pas les dispositions du présent C.C.A.P. se verra rejeter et entraînera l'interruption de son délai global de paiement.

#### 11.3.4 Délai Global de Paiements

Conformément aux Articles R. 2192-10 et R. 2192-12 à R.2192-17 du Code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur procède au paiement sur le compte du Titulaire, des sommes dues en exécution du présent accord-cadre dans le délai de trente (30) jours maximums, sous réserve de la réalisation des prestations valant constatation du service fait.

Le dépassement du délai entraîne, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires par application du taux marginal de la Banque Centrale Européenne majoré et d'une indemnité forfaitaire de 40 euros par facture.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par le Pouvoir Adjudicateur. Ce dernier pourra rectifier la facture en fonction des avoirs, pénalités et autres.

En cas de paiement à un titulaire étranger, il est demandé d'ouvrir un compte en France afin de réduire les délais de règlement.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du Titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, de l'accord-cadre par le Pouvoir Adjudicateur aux torts exclusifs du Titulaire.

Dans le cas où les établissements devraient eux-mêmes auto-liquider la TVA (prestations de services effectuées par des assujettis non établis en France au profit de clients identifiés à la TVA en France), le Titulaire estimera au plus juste le montant de la TVA à auto-liquider. L'administration se réserve, toutefois, la possibilité de rectifier en cas d'inexactitude.

#### 11.3.5 Modalités de paiements

Les demandes de paiement devront parvenir obligatoirement via le portail CHORUS PRO :

##### L'Université Sorbonne-Nouvelle

*Exemplaire original numérique transmis via le portail CHORUS PRO :*

*Code structure: **19751719600014***

**Il est rappelé qu'en cas de non-respect de ces circuits de paiement :**

- la mise en paiement ne peut intervenir,
- la facture sera refusée comme non-conforme,
- aucune pénalité de retard n'est due.

Pour les groupements solidaires, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui n'est pas présentée dans les formes fixées par le présent accord-cadre lui sera retournée ; le délai global de paiement étant alors interrompu.

## **ARTICLE 12 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-TIC, les travailleurs employés à l'exécution du contrat doivent recevoir un salaire et bénéficier de conditions de travail au moins aussi favorables que les salaires et conditions de travail établis par voie de convention collective, de sentence arbitrale ou de législation nationale pour un travail de même nature exécuté dans la même région.

## **ARTICLE 13 : GARANTIE TECHNIQUE**

Le délai de garantie technique visée à l'article 36 du CCAG-TIC est, sauf prolongation décidée comme il est dit au présent article, d'un (1) an à compter de la date d'effet de la fin de la VSR.

A l'issue de ce délai de garantie d'un an, les prestations doivent être parfaitement achevées y compris la reprise des défauts qui pourraient se révéler durant ce délai de garantie éventuellement prolongé comme il est dit ci-après.

S'agissant de prestations intellectuelles concrétisées par les rapports et documents prévus, la garantie porte sur la reprise, dans le délai fixé des rapports et documents lorsque les défauts portent sur la non-conformité aux lois, réglementations et normes en vigueur afférentes ou sur la complétude et la cohérence des documents remis.

Si, à l'expiration de ce(s) délai(s) de garantie, le Titulaire n'a pas remédié aux imperfections notées en réserves ou procédé aux reprises énoncées, le délai de garantie en cause peut être prolongé par décision de l'Université jusqu'à l'exécution complète des prestations, cette prolongation sera effectuée dans les conditions identiques à l'ajournement prévues à l'article 34.2 du CCAG-TIC.

## **ARTICLE 14 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Conformément à l'article 54 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord cadre prononcée aux torts du titulaire.

## ARTICLE 15 : RÉSILIATIONS

L'Université peut résilier le présent accord cadre par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les conditions prévues au chapitre 8 du CCAG-TIC.

En outre, l'Université pourra résilier l'accord-cadre sans indemnité, après mise en demeure restée sans effet, par décision notifiée en recommandé avec accusé de réception :

- Pour non-respect répété des conditions d'exécution prévues dans les pièces de l'accord-cadre,
- En cas d'inexactitude des renseignements et documents mentionnés à l'article L 2195-4 du code de la commande publique. Dans ce cas, le présent accord-cadre est résilié aux torts du titulaire, et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

## ARTICLE 16 : CESSION / NANTISSEMENT DES CRÉANCES

Les créances, nées de l'exécution du présent accord-cadre passé, peuvent faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement, conformément aux dispositions des articles R 2191-45 à 63 du code de la commande publique.

La notification devra être adressée à l'Agent Comptable du pouvoir adjudicateur, selon les modalités et formes fixées à l'article R 2191-59 du code de la commande publique.

La délivrance de l'état sommaire des prestations effectuées, des décomptes des droits constatés ou des états d'avances ainsi que des acomptes mis en paiement incombe au Pouvoir Adjudicateur.

## ARTICLE 17 : DÉCLARATIONS RÉGLEMENTAIRES

Le Titulaire atteste qu'il est en règle en matière de déclaration et de règlement des impôts, taxes et cotisations sociales dues. Conformément aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, le Titulaire s'engage à fournir, tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre, jusqu'à son terme :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois,
- La copie des attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites et/ou l'état annuel des certificats reçus.

## ARTICLE 18 : LANGUE

Les correspondances relatives au présent accord-cadre sont émises en Français.

## ARTICLE 19 : DIFFÉRENTS

Les dispositions applicables en matière de règlement des différends sont celles définies à l'article 55 du CCAG-TIC (arrêté du 30 mars 2021).

## **ARTICLE 20 : DÉROGATIONS**

Les dérogations aux C.C.A.G.-TIC, explicitées dans les articles désignés ci-avant du présent C.C.A.P, sont apportées aux articles suivants :

L'article 8 « Pénalités » déroge partiellement et complète l'article 14 du CCAG-TIC,

En cas de contradiction entre les articles du CCAG-TIC et du présent CCAP, ce dernier prévaut.